



DEVELOPMENT COMMITTEE  
(Joint Ministerial Committee  
of the  
Boards of Governors of the Bank and the Fund  
On the  
Transfer of Real Resources to Developing Countries)



Le 16 avril 2001  
DC2001-0009

**LE DÉVELOPPEMENT MENACÉ PAR LE VIH/SIDA :  
Rapport intérimaire sur les activités du Groupe de la Banque mondiale**

Vous trouverez ci-joint, pour examen par le Comité du développement (point II.C de l'Ordre du jour provisoire), une étude intitulée « Le développement menacé par le VIH/SIDA : Rapport intérimaire sur les activités du Groupe de la Banque mondiale » préparée par les services de la Banque mondiale. Les ministres peuvent souhaiter aborder ce thème dans leurs déclarations écrites.

## LE DEVELOPPEMENT MENACE PAR LE VIH/SIDA

### RAPPORT INTERIMAIRE SUR LES ACTIVITES DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

1. Le Comité du développement s'est saisi de la question du VIH/SIDA lors des réunions du printemps 2000. Conscient de la menace grandissante que représente l'épidémie pour le développement dans le monde entier, le Comité a demandé à la communauté internationale d'intensifier son action et a entériné la stratégie proposée par la Banque mondiale en vue d'accroître sa contribution aux efforts déployés à l'échelle mondiale. La présente note décrit brièvement l'évolution de l'épidémie et les faits saillants de l'action de la communauté internationale au cours de l'année qui vient de s'écouler, puis récapitule les progrès accomplis par la Banque mondiale dans le cadre de sa stratégie de lutte contre le VIH/SIDA.

#### Évolution récente de la situation dans le monde

---

2. *L'épidémie continue de prendre de l'ampleur.* L'année dernière, la rapide propagation du VIH s'est poursuivie. L'ONUSIDA estime que 5,3 millions de personnes ont contracté le virus en 2000, dont 3,8 millions en Afrique subsaharienne. Plus de 36 millions de personnes, dont 95 % vivent dans des pays en développement, sont à présent atteintes du VIH/SIDA. L'Afrique est, de loin, la région la plus touchée. Dans 16 pays du continent, plus de 10 % des adultes sont infectés, et l'Afrique du Sud recense le plus grand nombre de cas du monde entier (4,2 millions, soit 12 % du total mondial). Viennent ensuite, en nombre absolu, l'Asie du Sud et Sud-Est, qui compte 5,6 millions de personnes infectées, dont 3,7 millions vivent en Inde. Dans trois pays d'Asie du Sud-Est et dans certains États de l'Inde, le taux de prévalence du VIH atteint ou dépasse maintenant les 2 %. En dehors de l'Afrique, ce sont les Caraïbes qui ont le taux d'infection par VIH le plus élevé puisque celui-ci atteint 4 % pour la population adulte aux Bahamas et en Haïti. Il semble, par ailleurs, que le nombre de personnes infectées dans la région soit nettement supérieur au nombre officiel par suite d'omissions généralisées. C'est en Europe de l'Est et en Asie centrale que l'épidémie s'est propagée le plus rapidement l'année dernière, sous l'effet essentiellement de pratiques d'injection de drogues sans respect des règles d'hygiène. L'incidence du VIH/SIDA est également en hausse dans les États insulaires du Pacifique. L'augmentation du nombre de cas d'infections sexuellement transmises est le plus important facteur commun à tous les pays de cette région. Certains d'entre eux, où l'incidence du VIH est faible pour le moment, pourraient en fait être menacés par une crise du VIH, notamment parmi les jeunes adultes

3. *Les pouvoirs publics prennent de plus en plus la direction des opérations.* L'année dernière, les gouvernements ont été plus nombreux que jamais à s'attaquer, publiquement et vigoureusement, au problème du VIH/SIDA. Leur action a été particulièrement notable en Afrique, où elle manquait autrefois de direction. Depuis le milieu de 2000, quatre grandes conférences ont été organisées en Afrique — dont la XIII<sup>e</sup> conférence internationale sur le sida à Durban — à l'occasion desquelles plusieurs leaders ont parlé sans ambages de l'épidémie. Le Forum pour le développement de l'Afrique, organisé en décembre 2000 à Addis-Abeba, a débouché sur un consensus et montré que les pouvoirs publics avaient atteint une phase décisive puisqu'ils sont désormais prêts à s'attaquer au problème du sida et ont annoncé qu'ils étaient

décidés à mobiliser les ressources nationales pour lutter contre l'épidémie. Une réunion au sommet des chefs d'État des pays membres de l'OUA, qui se tiendra à Abuja (Nigéria) dans le courant du mois, visera à produire un plan d'action concret face au VIH/SIDA. Les gouvernements ont aussi entrepris de concrétiser leurs engagements par des actions sur le terrain. Différents pays du continent ont entrepris de vastes programmes de lutte contre le VIH/SIDA et ont affecté d'importantes ressources à cet effet. Au nombre de ces pays figurent les deux plus grands de la région ainsi que plusieurs autres nations qui, il y a un an seulement, n'avaient encore formulé aucun plan.

4. Dans les Caraïbes, des chefs d'État et autres dirigeants de haut niveau ont accordé la plus haute priorité à la lutte contre le VIH/SIDA dans le cadre de la réunion du Groupe des Caraïbes pour la coopération dans le développement économique (CGCED), qui s'est tenue à la Banque mondiale en juin 2000, et lors des réunions des chefs d'État des pays membres du CARICOM de juillet 2000 et de février 2001. Les autorités des Caraïbes et les représentants des grandes organisations internationales et régionales sont également convenus d'appuyer le lancement d'une initiative pour la lutte contre le VIH/SIDA à la conférence régionale organisée à la Barbade, en septembre 2000, par le gouvernement de la Barbade, le CARICOM, l'OPS/OMS, l'ONUSIDA et la Banque mondiale.

5. En Asie, les gouvernements bangladais, cambodgien, chinois, indien et thaïlandais ont montré à quel point ils étaient déterminés à formuler d'énergiques programmes de lutte contre le VIH/SIDA (le programme thaïlandais, en particulier, a donné d'excellents résultats). Parmi les États insulaires du Pacifique, le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle Guinée a formé un Conseil national pour la lutte contre le sida qui s'est vigoureusement employé à promouvoir des activités de sensibilisation et de prévention du VIH/SIDA.

6. ***Le monde accorde une attention et un appui accrus à la lutte contre le VIH/SIDA.*** L'année écoulée a également été marquée par une nette sensibilisation au problème du VIH/SIDA dans le monde entier. La population en général et les activistes portent une attention sans précédent à l'épidémie, comme en témoignent les articles publiés dans les grands magazines, la rapide expansion des groupes de discussion en ligne, et la poursuite de plusieurs campagnes ciblées. La conférence de Durban a généré un nombre de rapports sans précédent pour une conférence sur le sida. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU ont adopté des résolutions portant sur l'épidémie. L'action des activistes s'est intensifiée, notamment pour promouvoir un élargissement de l'accès à des médicaments pouvant prolonger la vie des personnes infectées par le VIH/SIDA. Un nombre croissant de bailleurs de fonds ont formulé des stratégies de lutte contre le VIH/SIDA, les volumes de financement ont augmenté, et d'importantes fondations engagent des ressources accrues pour faire face à la crise. L'ONUSIDA et plusieurs donateurs préconisent la constitution d'un fonds fiduciaire international pour lutter contre le VIH/SIDA. Jamais, depuis le début de l'épidémie, autant d'attention ne lui avait été portée dans le monde entier.

7. Cette attention sera encore plus marquée pendant la Session extraordinaire de l'Assemblée Générale de l'ONU du 25 au 27 juin 2001, qui aura pour thème le VIH/SIDA. Cette session sans précédent, qui sera présidée par le Secrétaire général lui-même, sera la plus importante réunion consacrée à ce jour à l'épidémie. Plusieurs chefs d'État et de Gouvernement

et de nombreux ministres d'État doivent y participer, de même que des chefs de file de la lutte contre le VIH/SIDA dans le monde, des directeurs d'organisations, de grandes fondations, des personnalités de stature internationale et des centaines d'ONG et d'organisations communautaires du monde entier. La Session extraordinaire doit déboucher sur une Déclaration d'engagement des états membres, assortie d'un calendrier.

8. ***Le prix des médicaments baisse rapidement.*** Au printemps 2000, le Secrétariat de l'ONUSIDA a invité plusieurs de ses entités parrainantes, dont la Banque mondiale, à participer à des négociations avec des pays en développement et les cinq principaux fabricants de médicaments liés au VIH/SIDA. Dans le cadre de cette initiative pour l'accélération de la distribution des médicaments, les fabricants ont réduit leurs prix jusqu'à 90 % dans le cadre d'accords conclus, sur une base individuelle, avec différents pays (la législation antitrust leur interdit de s'entendre entre eux sur ces réductions). Les prix des médicaments restent néanmoins bien supérieurs à ce que la plupart des pays pauvres peuvent payer. Des pressions croissantes s'exercent, par conséquent, pour que les pays soient autorisés à importer des médicaments génériques ou pour que les sociétés qui détiennent le brevet permettent à des entreprises locales de fabriquer ces produits. En réponse à ces pressions, certains des principaux fabricants viennent d'annoncer des réductions de prix encore plus importantes, qui correspondent mieux aux prix des médicaments génériques.

9. ***Toutefois, la crise est plus grave que jamais.*** Malgré cette évolution favorable de la situation, force est de constater que, dans l'ensemble, la situation a empiré au cours de l'année écoulée. Près de 3 millions de personnes sont mortes du sida en 2000, et ce nombre augmentera probablement au fur et à mesure que les individus récemment infectés par le VIH commenceront à présenter les symptômes du sida. Malgré le redoublement des efforts entrepris, la grande majorité des pays n'a pas pris les mesures nécessaires. Les pays qui ont, jusqu'à présent, évité le pire, doivent tirer les leçons de l'expérience de ceux qui ont été frappés plus tôt par ce fléau et prendre des mesures sans attendre, avant que le nombre de cas n'explode. Malgré l'attention portée à cette question dans le monde entier, le volume des ressources fournies par la communauté internationale est encore loin d'être adéquat. Or, si les ressources financières ne suffisent pas, à elles seules, à régler le problème, elles n'en sont pas moins indispensables, et les flux de ressources sont actuellement trop faibles. Le montant total de l'aide consacrée par tous les pays du monde à la lutte contre le VIH/SIDA dans les pays en développement l'année dernière est probablement inférieur à 1 milliard de dollars, soit moins d'un tiers du montant estimatif nécessaire uniquement pour l'Afrique ; ce chiffre représente par ailleurs un très faible pourcentage des sommes consacrées à des problèmes récents tels que « le bogue de l'an 2000 ». La progression du VIH ne rencontre donc pratiquement aucun obstacle et le sida continue d'éroder les sensibles progrès accomplis au plan du développement dans un nombre croissant de pays. En résumé, l'épidémie continue de poser un défi à la communauté internationale, dont l'action pâlit jusqu'à présent devant l'ampleur du problème.

#### **Rapport intérimaire sur les activités de la Banque mondiale**

---

10. Conformément à la stratégie envisagée lors des réunions du printemps 2000, la Banque mondiale a nettement intensifié son action de lutte contre le VIH/SIDA. Elle a, pour ce faire, collaboré avec l'ONUSIDA et des donateurs bilatéraux tout en faisant bénéficier ses partenaires

des atouts dont elle dispose. Les principaux résultats de ses efforts dans chaque domaine d'intervention sont récapitulés ci-après.

11. **Ressources.** La Banque mondiale a déjà engagé davantage de ressources pour lutter contre le VIH/SIDA au cours de l'exercice 01 qu'au cours de tout exercice antérieur. Les administrateurs ont, jusqu'à présent, approuvé un montant de 566 millions de dollars au titre des programmes de lutte contre le VIH/SIDA, soit un montant supérieur de plus de moitié au montant total engagé par la Banque à ce titre au cours des 15 exercices précédents.

12. Cet accroissement des montants engagés s'explique essentiellement par l'adoption d'une nouvelle approche en Afrique. L'année dernière, la Banque a élaboré et préparé, en quelques mois seulement, le programme multisectoriel de lutte contre le sida en Afrique (MAP), qui a été approuvé par le Conseil en septembre 2000. Le MAP met à la disposition des pays admis à emprunter à l'IDA un montant de 500 millions de dollars qu'ils pourront utiliser dans le cadre de projets nationaux. Ces ressources aideront les pays à élargir la portée de leurs programmes nationaux de prévention, de soins, d'appui et de traitement, et à se préparer à assumer la charge croissante que représenteront les millions de personnes actuellement infectées par le VIH lorsqu'elles contracteront le sida au cours des dix prochaines années. Les projets MAP, élaborés dans le cadre d'un partenariat avec l'ONUSIDA et des donateurs bilatéraux, appuient l'exécution des stratégies nationales de lutte contre le VIH/SIDA. L'objectif recherché consiste à aider les pays à systématiquement intégrer les activités de lutte contre le VIH/SIDA dans les programmes de travail de tous les secteurs pertinents, au lieu de laisser un secteur particulier s'atteler seul à cette tâche. Les projets appuient les activités des secteurs public et privé et de la société civile, ainsi qu'un important programme de renforcement des capacités et de formation pour aider les communautés et les grandes institutions à faire face à l'épidémie. Le MAP vise à la fois à accroître les ressources disponibles pour lutter contre le VIH/SIDA et à éliminer les principaux obstacles à une action de plus grande envergure, tels que la lenteur du processus et l'insuffisance de l'appui donné aux communautés. Des procédures rapides permettront d'accélérer le décaissement des ressources tout en maintenant l'obligation d'en rendre compte. Les projets MAP acheminent aussi directement une large part des ressources (dans bien des cas 50 %) vers les communautés pour leur permettre de poursuivre les activités qu'elles ont elles-mêmes préparées pour lutter contre le sida.

13. Le MAP, qui a été préparé conjointement avec l'ONUSIDA et le Partenariat international contre le sida en Afrique, a déjà produit d'importants résultats. Au cours des quatre mois qui ont suivi son adoption, des projets ont été approuvés, pour un montant total de 287 millions de dollars, dans sept pays : le Cameroun, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Gambie, le Ghana, le Kenya et l'Ouganda. Le montant total de l'appui engagé par l'IDA envers l'Afrique depuis le début de l'épidémie, c'est-à-dire le début des années 80, a plus que doublé. Des projets MAP devraient être approuvés pour quatre autres pays africains durant l'exercice 01, après quoi l'allocation initiale de 500 millions de dollars sera épuisée. La région Afrique et l'ONUSIDA ont réalisé la première d'une série d'évaluations conjointes de l'exécution des projets de manière à pouvoir tirer le plus rapidement possible des enseignements de ces projets pour les incorporer dans la stratégie de supervision de la Banque et les nouveaux projets. Par exemple, on a déjà pu constater qu'il était nécessaire de superviser plus étroitement les activités entreprises dans la

région, en raison du caractère général des programmes MAP. La direction de la Banque préparera la deuxième phase du MAP, qui sera soumise au Conseil au début de l'exercice 02.

14. La plupart des projets MAP ayant été approuvés après décembre, il est encore trop tôt pour pouvoir en évaluer l'impact réel. Le programme a déjà eu toutefois un effet positif sur le plan opérationnel. Les pays qui poursuivent des projets MAP ont, dans l'ensemble, rapidement adopté de nouveaux mécanismes et ont officialisé des partenariats forgés avec une plus large gamme d'intervenants que les programmes publics de lutte contre le VIH/SIDA. L'appui fourni par les projets MAP a aidé les responsables de la lutte contre le sida à transformer des stratégies générales en plans d'action viables pour la première année et à les appuyer par des manuels opérationnels détaillés. Ces outils d'exécution ayant longtemps fait défaut dans la plupart des pays, la mise en application des stratégies de lutte contre le sida en a souffert.

15. La Banque, conjointement avec l'ONUSIDA, l'OPS/OMS et d'autres partenaires régionaux, s'est également employée sans tarder à préparer une approche similaire avec plusieurs pays des Caraïbes. La première phase d'un MAP pour les Caraïbes, qui couvrira, en principe, la Barbade et la République dominicaine et portera sur un montant de 100 millions de dollars, doit être soumise au Conseil avant la fin de l'exercice en cours. Plusieurs autres pays ont déjà fait savoir qu'ils souhaiteraient participer à une deuxième phase. La Région Amérique latine et Caraïbes a également inclus des composantes de lutte contre le VIH/SIDA dans les nouveaux projets de prêts au Mexique et au Venezuela, et explore la possibilité d'inclure des composantes similaires dans les projets de prêts envisagés en El Salvador et au Honduras pour l'exercice 02. Elle s'emploie aussi à évaluer la capacité des gouvernements des pays de la région à gérer l'épidémie.

16. Les prêts consentis dans d'autres régions sont également en hausse. Un projet de prévention du VIH/SIDA d'un montant de 40 millions de dollars a été approuvé pour le Bangladesh durant l'exercice 01, tandis qu'un projet de lutte contre le sida et la tuberculose en Fédération de Russie devrait être approuvé durant l'exercice en cours. Des projets similaires sont prévus pour l'Ukraine et le Sri Lanka pour l'exercice 02, de même qu'une initiative pour un approvisionnement en sang sûr au Viet Nam. Les projets et composantes de lutte contre le VIH/SIDA antérieurement approuvés sont maintenant en bonne voie d'exécution, notamment en Argentine, au Brésil, au Cambodge, en Chine et en Inde.

17. La Banque collabore également étroitement avec le FMI et l'ONUSIDA pour aider les pays à intégrer l'appui à la lutte contre le VIH/SIDA dans les programmes PPTE et DSRP. Les ressources dégagées par les allègements de dette sont maintenant destinées aux programmes de lutte contre le VIH/SIDA au Burkina Faso, au Malawi et en Ouganda.

18. La Banque collabore étroitement avec ses partenaires pour prendre en compte les problèmes associés à la parité hommes-femmes dans le cadre de ses activités de lutte contre le VIH/SIDA. Dans certains pays africains, on compte six filles pour un garçon infecté dans le groupe d'âge des 15 à 19 ans. La charge que constitue les soins retombe en outre pour l'essentiel sur les femmes et les filles ; les familles retirent souvent leurs filles de l'école pour qu'elles puissent s'occuper de parents malades ou assumer les responsabilités familiales, érodant

les progrès récemment accomplis dans les domaines de la santé, de la nutrition et de l'éducation des filles.

19. **Analyse, sensibilisation et information.** La Banque se sert de son influence pour accroître l'importance accordée à la lutte contre le VIH/SIDA dans le cadre du programme de développement mondial. Les réunions du printemps 2000 ont permis de mettre en évidence l'importance de l'épidémie en tant que problème de développement. Le président et plusieurs vice-présidents de la Banque ont prononcé, cette année, des allocutions remarquées sur le sida, et l'épidémie compte au nombre des points importants abordés dans le cadre du dialogue mené par la Banque avec les pays dans toutes les régions.

20. Les services de la Banque ont procédé aux analyses comparatives entre pays de l'impact macro-économique du sida les plus complètes à ce jour, et commencent à intégrer le sida dans les modèles informatiques d'équilibre général pour certains des pays les plus durement touchés. Leurs travaux laissent penser que cet impact est important. Dans de nombreux pays africains, l'épidémie pourrait déjà freiner la croissance par habitant de 0,5 à 1,2 % par an et cet effet devrait aller en s'intensifiant.

21. Au niveau micro-économique, la Banque et le Secrétariat de l'ONUSIDA ont produit des estimations détaillées du coût de l'élaboration d'un programme complet de prévention et de prise en charge au niveau national pour 24 pays d'Afrique subsaharienne. En juin 2000, la Banque a préparé une évaluation de l'épidémie de VIH/SIDA dans les Caraïbes et a estimé le coût de programmes de prévention et de prise en charge des cas de VIH/SIDA pour 23 pays. Ces évaluations ont été largement diffusées dans les régions intéressées et ont servi de base à la préparation des deux programmes MAP. La Banque a également fourni son appui à une étude prospective de l'impact du sida sur les systèmes d'éducation de quatre pays africains. Ces diverses études et analyses ont été utilisées par les responsables de l'action publique et les parties prenantes de la lutte contre le VIH/SIDA, l'ONUSIDA et les bailleurs de fonds.

22. **Bien publics mondiaux et partenariats.** La Banque complète de plus en plus son action au niveau national par la fourniture d'un appui au titre des biens publics à caractère mondial tels que la lutte transfrontière contre les maladies et la mise au point d'un vaccin contre le VIH/SIDA pour le monde en développement (voir le rapport consacré à la réduction de la pauvreté et aux biens publics mondiaux). Dans le cadre de l'Alliance mondiale pour les vaccinations et les immunisations (GAVI), la Banque examine et met en oeuvre des stratégies de financement qui ont pour effet de réduire les risques posés par l'investissement de capitaux privés dans la préparation de vaccins destinés, en priorité, au monde en développement, et d'encourager ce type d'investissement. Par le biais de son Mécanisme d'octroi de dons pour le développement (MDD), l'institution fournit également 700 000 dollars par an à l'Initiative internationale pour le vaccin contre le SIDA (IAVI), ONG novatrice appuyant la recherche de candidats vaccins prometteurs contre le VIH/SIDA.

23. La Banque joue un rôle plus important dans le cadre des partenariats mondiaux. Elle est l'une des entités parrainantes de l'Initiative de l'ONUSIDA pour un accès plus rapide aux médicaments, et a inclus dans ses programmes MAP des dispositions qui permettront de distribuer des vaccins contre le sida. La Banque a également entrepris de forger des partenariats

avec d'autres organisations mondiales telles que la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, pour mieux coordonner l'appui fourni par la communauté internationale aux efforts déployés au niveau national.

### **L'action à mener**

---

24. Au cours de l'année à venir, la Banque continuera de développer ses activités dans les trois domaines cités plus haut. Au plan des ressources, 14 nouveaux pays africains ont sollicité l'appui du MAP, les travaux relatifs à un projet régional de lutte contre le VIH/SIDA le long des corridors de transports en Afrique progressent, d'autres pays des Caraïbes ont demandé à être couverts par le prêt-programme évolutif plurinational, tandis que des pays d'autres régions s'efforcent d'obtenir l'adoption de projets indépendants de lutte contre le VIH/SIDA. Par ailleurs, en collaboration avec des fondations et des donateurs bilatéraux, la Banque examine la possibilité de lancer une initiative plurinationale spéciale au profit des pays d'Afrique australe admis à emprunter à la BIRD (qui ne sont pas admis à bénéficier d'un appui dans le cadre du MAP). La Banque intensifiera son appui aux pays qui utilisent des ressources procurées dans le cadre de l'Initiative PPTTE et du DSRP pour lutter contre le VIH/SIDA, et explore la possibilité d'obtenir un volume plus important de ressources sous forme de dons pour financer cette lutte.

25. La Banque continuera de fournir un appui à l'élargissement de l'accès à des médicaments appropriés. S'il convient de se réjouir des récentes réductions de prix de ces médicaments, celles-ci ne suffiront toutefois pas à elles seules à mettre les médicaments contre le sida à la portée des millions de personnes qui en auraient besoin. Même une baisse très importante par rapport aux prix actuels ne permettra pas à la plupart des pays en développement, où les dépenses de santé par habitant dépassent rarement 20 dollars, de se procurer ces médicaments. Par ailleurs, peu de pays en développement ont les systèmes de santé ou les infrastructures sanitaires nécessaires pour pouvoir fournir ces médicaments ou assurer la prise en charge des malades pendant des périodes prolongées. Pour être efficaces, ces médicaments doivent en outre être administrés dans le cadre d'un programme général de prévention, d'appui et de traitement. Par exemple, la société qui fournit gratuitement de la névirapine (médicament servant à prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant) ne le fait que si les pays intéressés peuvent prouver qu'ils offrent un programme complet de services de santé maternelle et infantile appropriés pour lutter contre le VIH/SIDA. Dans le cadre de chaque projet MAP, la Banque appuie donc le renforcement des systèmes sanitaires et la poursuite d'autres efforts nécessaires pour assurer un accès à la fois large et durable aux médicaments. La Banque évaluera au cas par cas, avec d'autres partenaires, les demandes formulées par les pays souhaitant utiliser les montants prêtés par l'institution pour se procurer des médicaments contre le sida, sur la base de la viabilité technique et financière probable des opérations considérées.

26. Les services de la Banque poursuivront leurs travaux de recherche macro-économique, élargiront les études d'impact à d'autres secteurs et formuleront une stratégie pour lutter contre l'épidémie dans les régions sortant d'un conflit, où la rapide démobilisation des combattants pose de graves risques de propagation du VIH, en particulier parmi les femmes et les filles. Elle continuera de fournir son appui à l'ONUSIDA, au Partenariat international contre le sida en Afrique, à l'Initiative pour un accès plus rapide, à la GAVI et autres opérations, et contribuera largement à la préparation de la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU.



27. De nouvelles ressources devraient aussi se matérialiser. Les arguments ne manquent pas pour justifier la constitution d'un fonds fiduciaire international pour lutter contre le VIH/SIDA et d'autres problèmes sanitaires. Les financements actuellement effectués à ce titre sous forme de dons sont trop faibles, sont fournis trop lentement et de manière trop fragmentée, et ont un coût de transaction élevé. Un fonds commun mondial pourrait contribuer à accroître l'attrait des financements sous forme de dons pour les bailleurs de fonds et l'efficacité de ces financements pour les bénéficiaires. Le Secrétariat de l'ONUSIDA et divers autres bailleurs de fonds ont récemment proposé plusieurs fonds fiduciaires mondiaux pour parvenir à cette fin. Un fonds pour la santé (y compris des ressources pour la lutte contre le VIH/SIDA) a été proposé par l'Italie, au nom du G-7 et de l'OMS, à hauteur d'un montant initial de 1 milliard de dollars. Il est maintenant crucial, pour la communauté des bailleurs de fonds, de convenir d'une approche commune qui permettra de cibler les ressources des donateurs sur les objectifs prioritaires convenus et d'éviter de créer une multiplicité de fonds poursuivant plus ou moins les mêmes objectifs. La Banque est prête à fournir des conseils sur la mise en place d'un fonds fiduciaire mondial, si besoin est.

28. Nous sommes désormais dans une phase décisive de la lutte contre l'épidémie de VIH/SIDA. Cette réunion offre au Comité du développement l'occasion de réitérer son appel à une « rapide intensification de l'action internationale face à la crise mondiale du VIH/SIDA » dans les différents domaines indiqués plus haut.